

ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Pouvoir Adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT GRAND EST

Objet du marché

Prestations de géomètre expert liées aux opérations foncières
pour diverses opérations routières dans les départements des Ardennes, de
la Marne, la Haute Marne, Aube et Haute Saône

SOMMAIRE

ARTICLE 0 – PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
ARTICLE 3 – PARCELLAIRE-ARPENTAGE-ABORNEMENT.....	3
3.1 – COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS DE BASE.....	3
3.2 – ÉTABLISSEMENT D'UN ÉTAT PARCELLAIRE.....	4
3.2.1 – Origines de propriété.....	4
3.2.2 – Propriétaires et ayants-droits.....	5
3.2.3 – Livraison de l'état parcellaire.....	6
3.3 – ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN PARCELLAIRE.....	6
3.4 – MATÉRIALISATION DES LIMITES.....	7
3.4.1 – Recueil des renseignements.....	7
3.4.2 – Définition et matérialisation des limites d'emprises.....	7
3.4.2.1 – Définition des limites d'emprises.....	7
3.4.2.2 – Délimitation des emprises avec des jalonnets.....	8
3.4.2.3 – Documents à fournir.....	8
3.5 – ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ARPENTAGE.....	8
3.5.1 – Méthodologie.....	8
3.5.2 – Précision.....	9
3.6 – MODIFICATIONS, MISE À JOUR DES DOCUMENTS.....	9
ARTICLE 4 – BORNAGE DEFINITIF.....	9
4.1 – MISE EN PLACE DES PÔLES REPÈRES.....	9
4.2 - BORNES DE LA POLYGONALE.....	9
4.3 - BORNAGE DES PARCELLES.....	10
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RENDU DES LIVRABLES.....	10

ARTICLE 0 – PRÉAMBULE

L'ordre de rédaction des présents articles du CCTP ne préjuge pas de l'ordre dans lequel les différentes prestations seront commandées au titulaire du marché.

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent marché, concernent donc :

- l'établissement de plans et états parcellaires complémentaires,
- l'établissement des documents d'arpentage et bornage des emprises

nécessaires à l'acquisition de terrains concernant les travaux :

Liste indicative d'opérations :

- Opération routière - Saint-Dizier – RN4
- Opération routière A304
- Projet 2x2 voies RN44 – section Châlons-en-Champagne / Moncetz-Longevas
- Etudes d'aménagements de sécurité – RN44, RN4, RN67
- Opération routière – RN19 - Langres-Vesoul

ARTICLE 2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les prestations à effectuer par le géomètre comprennent :

- la collecte des renseignements nécessaires aux acquisitions foncières (parcelles, propriétaires, locataires ou exploitants, ...)
- l'établissement et la fourniture du (des) plan(s) parcellaire(s), y compris report des limites d'emprises, et son report sur support informatique
- le calcul des surfaces à acquérir
- l'établissement et la fourniture de l'état parcellaire
- les modifications et mises à jour éventuelles des documents parcellaires
- l'établissement et la fourniture des documents d'arpentages
- le bornage des emprises, y compris l'établissement des plans de bornages
- la fourniture des fichiers informatiques sous format **AUTOCAD 2010** et pdf.

ARTICLE 3 – PARCELLAIRE-ARPEMENT-ABORNEMENT

3.1 – COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS DE BASE

Le géomètre relèvera dans les documents cadastraux tous les renseignements figurant dans la matrice cadastrale, relatifs aux parcelles comprises dans les zones touchées par le projet et à leurs propriétaires. Ces renseignements seront reportés sur un bordereau de renseignements.

Le géomètre dressera, par commune, la liste des propriétaires dont les parcelles sont comprises dans les zones précitées.

Au vu de cette liste, il demandera au Service du Cadastre de lui fournir, par propriétaire, un extrait de la matrice cadastrale, limité aux sections cadastrales concernées.

A chaque parcelle cadastrale, le géomètre affectera un seul numéro, dit numéro parcellaire dans le sens croissant des P.R. Ultérieurement, les différentes fractions d'une même parcelle divisée par la ou les limites d'emprises conserveront le même numéro, complété par un indice décimal à partir de 1.

3.2 – ÉTABLISSEMENT D'UN ÉTAT PARCELLAIRE

A chaque propriétaire, le géomètre affectera un numéro dit « *terrier* » qui sera son numéro d'ordre dans la liste alphabétique par commune. Ce numéro sera précédé du « *numéro INSEE* » de la commune.

A chaque locataire ou exploitant, le géomètre affectera un numéro dit « *exploitant* » qui sera son numéro d'ordre dans la liste alphabétique par commune. Ce numéro sera précédé du « *numéro INSEE* » de la commune.

Si ultérieurement un propriétaire, un locataire ou un exploitant s'avère n'être pas concerné, son numéro sera rayé et porté sur une liste qui sera mise dans le dossier général par commune. Ce numéro ne sera en aucun cas réutilisé.

Au vu de tous ces renseignements, le géomètre établira :

a) pour chaque propriétaire, une chemise générale dans laquelle seront insérés au fur et à mesure de leur collecte, tous les documents intéressant le propriétaire. Le nom du propriétaire porté sur cette pièce devra être le nom réel et non le nom d'après la matrice cadastrale.

b) pour chaque locataire ou exploitant une chemise générale dans laquelle seront insérés au fur et à mesure de leur collecte tous les documents les intéressant.

c) un plan et un état parcellaire de la situation existante.

3.2.1 – Origines de propriété

En matière de démembrement de propriété, il faut relater l'origine de propriété des titulaires de droit.

Dans le cas où l'extinction de la réserve d'usufruit (suite au décès de l'usufruitier) n'est pas reporté sur le fichier personnel, il est impératif de la mentionner dans l'origine de propriété et surtout, afin de confirmer cette extinction, demander un extrait d'acte de décès qui sera transmis au bureau des hypothèques au moment de la publication du transfert.

Dans le cas où le propriétaire au fichier est décédé mais sa succession non publiée, le dossier est monté à son nom, conformément au fichier personnel et les supposés héritiers seront saisis en tant « qu'héritiers présumés ».

Dans le cas d'origine antérieure à 1956, le dossier sera monté avec les propriétaires désignés au titre fourni par le propriétaire.

A défaut, dans le cas où le titre ne serait pas récupéré, le dossier sera monté avec les propriétaires désignés au cadastre et il sera noté toute information concernant l'origine probable des parcelles.

Dans le cas où l'origine est antérieure à la rénovation cadastrale et postérieure à 1956, l'origine de propriété complète devra être retrouvée.

En matière de procès-verbal de remembrement et d'échange, il sera procédé au contrôle de la nature du bien (propre ou communale par exemple) appartenant à l'exproprié avant remembrement et avant échange.

Mentions dans l'origine de propriété :

- les droits réels
 - droit d'usage et d'habitation,
 - usufruit converti en rente viagère,
 - droit de préférence au profit d'une tierce personne,
 - retour conventionnel,
 - interdiction d'aliéner
 - interdiction d'hypothéquer
 - etc, ...

- les inscriptions hypothécaires existantes,
- les privilèges de vendeur,
- les baux,
- les servitudes,
- les fortages,
- les réserves de coupes de bois,
- les droits des plantations.

3.2.2 – *Propriétaires et ayants-droits*

Le titulaire vérifiera l'identité de toutes les personnes possédant un droit réel sur les parcelles concernées y compris par des réquisitions hypothécaires, entre autres :

- 1 - Répertoire toutes personnes possédant un droit réel sur les parcelles concernées, entre autres :
 - pleine propriété,
 - nue-propriété,
 - usufruit,
 - droit d'usage et d'habitation,
 - usufruit converti en rente viagère,
 - droit de préférence au profit d'une tierce personne,
 - retour conventionnel,
 - interdiction d'aliéner
 - interdiction d'hypothéquer,
 - les fortages,
 - les réserves en coupe de bois,
 - les droits de plantations.

ET héritiers présumés, tuteur, curateur, tout ayant droit ...

Avec un état civil le plus précis possible, savoir :

- noms, prénoms, situation maritale, domicile,
- date et lieu de naissance,
- date et lieu de mariage,
- profession.

2 - Mention R.C. (Répertoire civil) :

Fournir la réponse du Tribunal compétent révélant la nature de la mention R.C. (changement de régime matrimonial, mesure de protection des majeurs protégés).

3 - Régime matrimonial :

* Régime matrimonial à défaut de contrat de mariage :

- Avant le 1er février 1966 : communauté de biens meubles et acquêts
- A partir du 1er février 1966 : communauté de biens réduite aux acquêts.

* Dans le cas de contrat de mariage, bien préciser le régime adopté (communauté de biens meubles et acquêts, communauté avec attribution d'acquêts, séparation de biens, participation aux acquêts, communauté universelle avec ou sans société d'acquêts).

* En cas de divorce : préciser la date du jugement de divorce et avoir copie du titre de propriété comprenant partage de communauté afin de savoir si l'indivision post-communautaire est bien morte.

4 - Dans le cas de majeurs protégés :

Préciser l'identité du curateur ainsi que ses coordonnées.

5 - Dans le cas de personnes morales :

Préciser les éléments suivants :

- Dénomination exacte (suivant extrait K-bis),
- Nature de la société (SA, SARL, EURL, SCI, EARL, ect...),
- Nom et coordonnées du gérant et des associés,
- Nom et coordonnées de la personne signataire des pouvoirs agissant au nom et pour le compte de la société,
- Capital social,
- Siège social,
- N° RCS,
- N° SIRET ou SIREN,
- Nom du mandataire-liquidateur en cas de liquidation ou redressement judiciaire.

6 - Adresses

Consolider les adresses et numéros de téléphones.

3.2.3 – Livraison de l'état parcellaire

Cet état parcellaire regroupe les informations suivantes :

- Commune, lieu-dit, Section, Numéro, Nature, Contenance, N° D.A. (si connu), N° du plan, emprise, Observation,
- Genre, Nom, Prénoms, Professions, N° RC, Adresse, Code Postale, Ville, Pays,
- État civil complet avec dates de naissances, de mariage, situation matrimoniale et régime,
- Représentation ou tutelle ou mandat.

Il fait l'objet d'une mise à jour permanente et sera fourni :

- en version informatique sous tableur sous un format compatible au logiciel OpenOffice
- en version papier, en 3 exemplaires, reproductible, au format A4.

3.3 – Établissement d'un plan parcellaire

Le géomètre établira, un plan parcellaire à partir d'un fond de plan fourni par le Maître d'Ouvrage. Il reportera sur ce plan :

- les détails existants (bâtiments, voiries, clôtures, etc)
- l'axe du projet défini par le Maître d'Ouvrage
- les limites des propriétés définies au 3.2 sur l'ensemble du linéaire du projet y compris sur les sections où il n'y a pas d'emprises nouvelles
- les numéros parcellaires de la situation ancienne
- les numéros terriers
- les limites administratives
- les limites des communes ou de sections cadastrales
- la toponymie
- les numéros parcellaires de la situation nouvelle lorsqu'ils seront connus
- les contenances des parcelles de la situation nouvelle
- les éléments d'information concernant les propriétaires.

Le géomètre fournira le plan parcellaire suivant les modalités suivantes :

- en version informatique, **au format Autocad 2000**, mis en page à une échelle adaptée permettant une lecture du plan adéquate, **ainsi qu'au format pdf**.
- En version papier, en 3 exemplaires.

3.4 – Matérialisation des limites

3.4.1 – Recueil des renseignements

A ce stade de l'opération, le géomètre dressera un plan du parcellaire existant à partir de l'ancienne situation qui devra être reconnue ou réimplantée à partir des documents cadastraux dans les conditions suivantes :

- **dans le cas d'un cadastre napoléonien ou révisé**, les propriétaires des parcelles touchées par le projet devront être convoqués sur le terrain, après accord du maître d'ouvrage et du Service des Domaines, les limites de propriété implantées d'après leurs indications et les limites figurant dans des documents de conservation enregistrées au service du cadastre, rétablies sur le terrain.

Le géomètre leur fera préciser les limites respectives de leurs propriétés ainsi que les diverses servitudes, en consultant notamment les titres qu'ils produiront.

En cas de désaccord sur une limite, le Géomètre le consignera sur un « *livre de terrain* » avec signature si possible des propriétaires ; Le Géomètre relèvera dans ce cas, la limite moyenne ou celle qui lui semble la plus véridique. Le Géomètre s'efforcera également de faire signer sur ce « *livre de terrain* » tous les propriétaires présents sur les lieux.

Si les limites ne peuvent être identifiées, le Géomètre retiendra la ligne divisoire portée sur le plan cadastral.

Le Géomètre matérialisera par des piquets les limites présumées ou les limites indiquées par les propriétaires lors de l'accès des lieux, et les lèvera en s'appuyant sur le canevas de base déjà établi - pôles de la polygonation et autres repères déterminés en coordonnées **X Y Lambert**.

A partir des éléments de terrain, le Géomètre déterminera les coordonnées Lambert X Y des sommets des parcelles.

La position des piquets, par rapport aux bornes du canevas, sera connue numériquement avec un rayon maximum d'indécision de 0,15 mètre.

- **dans le cas d'un cadastre renouvelé**, les limites anciennes des parcelles doivent être contrôlées et éventuellement rétablies selon les éléments numériques figurant dans les documents cadastraux.

3.4.2 – Définition et matérialisation des limites d'emprises

3.4.2.1 – Définition des limites d'emprises

La nouvelle limite d'emprise sera définie à partir des documents remis par le maître d'ouvrage soit sous la forme de listes de coordonnées, soit sous la forme d'un plan graphique. Elle sera reportée sur le plan du parcellaire existant pour constituer le plan de matérialisation des emprises.

Le géomètre fournira pour validation le plan de matérialisation des emprises. Afin de vérifier l'impact des emprises, le géomètre fera figurer sur ce plan les obstacles existants (murs, clôtures, bâtiment...).

A la demande du maître d'ouvrage, le géomètre fournira, dès cette phase, les calculs ou les états donnant les coordonnées des sommets de la ligne d'emprise et le plan de matérialisation des emprises à l'échelle des plans de projet.

Il y a lieu à ce stade de faire les intersections sur le terrain entre limites de propriétés existantes et la limite des nouvelles emprises afin que ces intersections puissent le cas échéant être matérialisées.

Sur le plan de matérialisation des emprises, le géomètre portera les sommets qu'il se propose d'implanter.

Il calculera les éléments d'implantation lui permettant de mettre en place les sommets d'emprise, soit directement à partir des pôles de la polygonation, soit à partir des points principaux de l'axe du projet préalablement implantés.

Ces sommets seront numérotés. Les coordonnées des sommets d'emprise, avec leurs numéros de référence seront reportées sur le plan sous forme de tableau.

Le géomètre complétera le plan de matérialisation des emprises par l'inscription des distances entre bornes, distances levées directement sur le terrain et qui constitueront un contrôle de la bonne exécution du travail.

Conformément aux instructions cadastrales, les nouvelles limites d'emprise seront matérialisées par des bornes (ou des boulons le cas échéant sur des sols durs).

Ces différents points limites seront balisés par des piquets dépassant le sol de 50 à 60 cm, peints de couleur orange ou rouge et portant le numéro de référence du sommet.

Avant toute intervention sur le terrain, pour la mise en place des bornes en particulier, le géomètre devra disposer d'un arrêté d'autorisation de pénétrer sur les terrains et informer de son intervention par courrier les propriétaires concernés.

La nouvelle situation devra d'autre part faire l'objet d'un levé régulier, afin qu'elle puisse être introduite dans les documents cadastraux.

Lorsque le projet se situera en tout ou partie en zone boisée, le géomètre procédera à la demande du maître d'ouvrage au marquage des arbres situés en bordure immédiate des emprises à acquérir mais dans celles-ci. Ce marquage sera effectué par des croix très apparentes réalisées avec de la peinture, sur le tronc des arbres, à une hauteur comprise entre 1,50 mètre et 2 mètres.

3.4.2.2 – Délimitation des emprises avec des jalonnets

Le géomètre calculera les éléments d'implantation lui permettant de mettre en place les sommets d'emprise, soit directement à partir des pôles de la polygonation, soit à partir des points principaux de l'axe du projet préalablement implantés.

Ces sommets seront numérotés. Les coordonnées des sommets d'emprise, avec leurs numéros de référence seront reportées sur le plan sous forme de tableau.

Cette délimitation sera éventuellement réalisée avant la matérialisation définitive des emprises, pour permettre au service chargé des négociations avec les propriétaires de se rendre compte sur place des emprises de l'ouvrage. Ces jalonnets seront fournis par le géomètre. Elles seront mises en place avec une précision de 0,50 mètre par rapport aux pôles de la polygonation de précision.

3.4.2.3 – Documents à fournir

Le géomètre fournira le plan de matérialisation des emprises, aux formats autocad 2000 et pdf, à l'échelle des plans du projet établi selon les prescriptions de l'article 3.4.2.1 et à la demande du maître d'ouvrage, les listings ou calculs justificatifs des éléments d'implantation des sommets d'emprises.

3.5 – Établissement des documents d'arpentage

3.5.1 – Méthodologie

A partir des documents décrivant la situation ancienne, des documents de reconnaissance éventuellement, des documents d'implantation et de lever de la nouvelle situation, du plan de matérialisation des emprises, le géomètre établira les croquis de conservation, conformes aux instructions cadastrales indiquant tous les éléments permettant le report de la nouvelle situation dans les documents cadastraux.

Ces croquis seront présentés en signature au maître d'ouvrage.

Dans le même temps, le géomètre établira, par parcelle d'origine du plan cadastral, les documents d'arpentage permettant le dépôt des documents au service du Cadastre et des copies de PVA permettant l'acquisition des surfaces d'emprise.

Le géomètre fournira au maître d'ouvrage trois exemplaires des copies des documents d'arpentage (PVA) en même temps que l'envoi des exemplaires à l'approbation du cadastre. Il fournira un certificat de dépôt au cadastre.

3.5.2 – Précision

Les documents d'arpentage doivent être établis selon les prescriptions du service du cadastre de la Marne.

La précision de ces documents doit être conforme aux instructions de l'arrêté du 21/01/1980 fixant les tolérances applicables aux levés à grande échelles entrepris par les services publics et les instructions du 26/01/1980 ainsi que les instructions du 1/07/1988, relatives à l'application de cet arrêté, notamment respecter les erreurs moyennes et tolérances prévues pour les catégories du plan P1 à P7.

Quant aux calculs des contenances, qu'ils soient exécutés sous forme numérique, semi-graphique ou graphique (cadastre révisé ou Napoléonien) la précision de leur détermination doit correspondre aux critères de la section VI de cet arrêté.

Les documents d'arpentage respecteront les prescriptions de l'instruction du 31 mars 1990.

3.6 – Modifications, mise à jour des documents

Le géomètre procédera à toute modification et mise à jour des documents et plans à la demande du maître d'ouvrage.

Pour chaque modification, le géomètre fournira :

- Un extrait du plan parcellaire mis à jour en 3 exemplaires,
- Un extrait de l'état parcellaire mis à jour en 3 exemplaires,
- Un extrait de la liste alphabétique mis à jour en 3 exemplaires,
- Le (les) fichier(s) en version informatique aux formats définies aux articles 3.2.3, 3.3 et 3.4.2.3 du présent CCTP.

Les modifications devront être identifiables aisément par des moyens négociés avec le maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 – BORNAGE DEFINITIF

4.1 – Mise en place des pôles repères

Les bornes de la polygonale doivent être numérotées et stationnables.

Pour matérialiser les pôles repères de la polygonale, trois types de bornes sont préconisés :

- Borne lourde de polygonale : point de référence sur terrain meuble ;
- Borne légère ;
- Borne métallique de polygonale (spit) : point de référence sur ouvrages résistants.

4.2 - Bornes de la polygonale

La borne lourde de polygonale est constitué d'une tête de borne standard rouge O.G.E., de section 10 cm x 10 cm, de type FENO ou similaire, qui est scellée dans un massif de béton de dimensions minimum 0,30 m x 0,30 m et de profondeur 0,40 m.

Cette borne sera signalée par une raquette portant le numéro de la borne ; une dalle en béton non armé de type B 16, de dimensions 0,50 m x 0,50 m x 0,05 m, sera réalisée en surface du sol ceinturant la borne lourde.

Dans les zones de chaussées revêtues de béton bitumineux ou sur ouvrages d'art, il sera utilisé un clou d'arpenteur en acier de section cylindrique de 10 mm et de 5 cm de longueur. La tête du clou aura 25 mm de diamètre et 5 mm d'épaisseur. Seule la tête du clou devra dépasser du sol.

Le repère sera signalé par un cercle de peinture indélébile appliqué sur la chaussée ou l'ouvrage d'art. Le numéro du point sera appliqué par marquage à la peinture sur la chaussée ou l'ouvrage d'art. Le choix du type de borne et le nombre à utiliser est laissé à l'appréciation du titulaire du marché, sauf stipulation expresse du Maître d'Ouvrage dans la commande. Quatre (4) points par kilomètre devront être matérialisés par des témoins électromagnétiques (type normes BORA).

4.3 - Bornage des parcelles

Conformément aux instructions cadastrales, les nouvelles limites d'emprise seront matérialisées par des bornes.

Ces différentes bornes limites seront balisés par des jalonnettes dépassant le sol de 50 à 60 cm, peints de couleur orange ou rouge et portant le numéro de référence du sommet.

Avant toute intervention sur le terrain, pour la mise en place des bornes en particulier, le géomètre devra disposer d'un arrêté d'autorisation de pénétrer sur les terrains et informer de son intervention par courrier les propriétaires concernés.

La nouvelle situation devra d'autre part faire l'objet d'un levé régulier, afin qu'elle puisse être introduite dans les documents cadastraux.

Le géomètre complètera le plan de matérialisation des emprises par l'inscription des distances entre bornes, distances levées directement sur le terrain et qui constitueront un contrôle de la bonne exécution du travail.

Lorsque le projet se situera en tout ou partie en zone boisée, le géomètre procédera à la demande du maître d'ouvrage au marquage des arbres situés en bordure immédiate des emprises à acquérir mais dans celles-ci. Ce marquage sera effectué par des croix très apparentes réalisées avec de la peinture, sur le tronc des arbres, à une hauteur comprise entre 1,50 mètre et 2 mètres.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RENDU DES LIVRABLES

Tous les documents et supports cartographiques seront remis en 3 exemplaires. Les documents, les cartes, ainsi que les plans seront remis sous forme papier couleur dont 1 original reproductible dans leur forme provisoire et définitive.

Deux fichiers informatiques de ces rapports, cartes et plans seront également remis à l'occasion de chaque rendu :

- un fichier comprenant les documents Open office 3.0, Mapinfo, Autocad 2010...
- un fichier complet sous format pdf non protégé, correspondant parfaitement au format papier.

La transmission des documents informatiques pourra s'opérer par voie électronique. Toutefois, si la taille des fichiers est trop conséquente, la transmission des fichiers informatiques sur support numérique se fera par voie postale